

La formation continue dans les Universités de la Communauté européenne *

par György Szell (Professeur à l'université d'Osnabrück, Allemagne Fédérale)

Ce thème sera traité en quatre parties : une brève introduction et description du contexte historique et global du problème

sera suivie par la présentation de la situation dans les pays de la C.E.E. ; ensuite, seront traités les problèmes particuliers de

la chimie pour finalement essayer de tirer quelques conclusions et indiquer des perspectives.

I. Le contexte historique et global de la FCU **

L'Europe connaît, depuis près d'un siècle, une certaine tradition de l'ouverture des universités vers l'extérieur (en dehors de leur situation d'isolement, de ghetto voulu) connue en Angleterre sous le terme « extramural studies ». Ces initiatives étaient reprises sur le continent, surtout en Autriche, au début du siècle. En Amérique du Nord aussi de telles ouvertures existent depuis plusieurs décennies.

Depuis une dizaine d'années, on parle avec une nouvelle vigueur de cette ouverture. On peut y distinguer plusieurs raisons, qui doivent être différenciées selon les pays.

Dans les années 50, était créée l'économie de l'éducation, car on ne pouvait plus expliquer, avec les facteurs traditionnels des sciences économiques (capital, travail, ressources naturelles), la croissance économique. Ces facteurs n'expliquaient que 40 % de la croissance économique des États-Unis entre 1900 et 1950. Le facteur « t » (« technologie ») représentait les 60 % restant. Toutes les théories du développement s'écroulaient. Le facteur humain, et notamment la formation devaient être pris en considération, non seulement sur le plan de la quantité, mais surtout de la qualité. La formation comme facteur de croissance économique globale et, non uniquement

pour une carrière individuelle, était découverte.

En même temps, le fameux « spoutnik-choc » renforçait cette attitude.

Le résultat était un « boum » dans l'enseignement secondaire et supérieur. Ces investissements semblaient être des garanties pour une croissance sans crise, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement.

Mais, il y avait d'autres facteurs : une demande plus forte de la part de la jeunesse pour une meilleure formation, un droit à la formation pour un meilleur épanouissement de la personnalité.

Dans ces conditions, le pourcentage des jeunes dans les lycées et universités doublait, dans tous les pays occidentaux, en peu de temps.

Voici la deuxième phase : dans la deuxième moitié des années 60, une crise économique mondiale surgissait dans les pays occidentaux. Un nombre important de chômeurs réapparaissait comme dans les années qui suivirent la première guerre mondiale. Beaucoup de jeunes étaient touchés. Les hommes politiques et les économistes diagnostiquaient une crise conjoncturelle. Évidemment, les investissements dans l'éducation n'empêchaient pas (à part quelques cas individuels) les crises économiques. La nouvelle stratégie était, tout de même, d'insérer de nombreux jeunes dans des établissements de formation dans l'attente de temps meilleurs. Ce phénomène peut, partiellement, expliquer les événements de mai 68. Mais quelles étaient les raisons de cette crise ?

La phase de croissance extensive des années 50 était suivie par une croissance intensive. La rationalisation des moyens de production et de nouvelles technologies (surtout en chimie) ont pris le relais. Des investissements lourds ont introduit, dans la plupart

des industries, la mécanisation, voire l'automatisation. La théorie de Drucker et autres, affirmant qu'une croissance économique est accompagnée par une qualification supérieure générale, était infirmée. On se retrouvait plutôt avec une dichotomie : une partie des travailleurs devait avoir des qualifications plus développées mais, pour la plus grande partie, c'était le contraire. Ces derniers devaient avoir plutôt des qualités telles que faculté d'adaptation, mobilité, endurance, capacité (1). Avec les changements technologiques et la chasse au profit, la nécessité d'une adaptation des travailleurs aux nouvelles exigences augmentait. Mais, cette crise ne restait pas sans répercussions sur les motivations des travailleurs. Ils s'organisaient, entraînent en plus grand nombre dans les syndicats, surtout les cadres et techniciens, qui croyaient, jusqu'à ce moment, qu'ils pouvaient résoudre leurs problèmes individuellement.

Cette étape finissait dans une conjoncture maussade sans jamais atteindre les chiffres de croissance et d'emploi antérieurs.

Depuis 1974/75, nous sommes dans la crise la plus grave d'après-guerre qui se cache derrière la crise dite « d'énergie ».

La technologie nouvelle, déterminante, est l'électronique, surtout le microprocesseur. Elle entre dans les bureaux, les laboratoires, l'administration. Son prix permet d'industrialiser le travail intellectuel comme la machine-outil le faisait, pour le travail manuel, il y a 100 ans. On trouve, maintenant, une polarisation à tous les niveaux d'emplois. Ainsi, la moitié des emplois intellectuels, de la sténodactylo au directeur, pourront être supprimés d'ici à 1990. Le laboratoire chimique complètement automatisé n'est plus une utopie, non plus que le « computer-aided-design » ou le « computer-aided-manufacturing ». Le mot « aid » (ou aider) dans ce contexte étant une minimisation évidente (2).

* Il s'agit du résumé provisoire d'une recherche entreprise depuis fin 1977 et en cours, soutenue par la Commission de la Communauté européenne.

Un premier rapport a été publié sous le titre : « Universitäre Erwachsenenbildungssysteme in der Europäischen Gemeinschaft. Bericht über fünf ausgewählte Länder ; Belgien, Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Italien und die Niederlande », Osnabrück 1979.

** FCU : Formation continue universitaire.

II. La situation dans les pays de la C.E.E. (3)

Comment les Universités et les gouvernements ont-ils réagi devant cette évolution en ce qui concerne la formation continue au sein des Universités ?

On peut distinguer une nette division entre les pays germaniques, d'une part, et les pays latins, d'autre part, le Benelux étant comme toujours, entre les deux camps. Ces différences peuvent s'expliquer par l'histoire, la culture politique, les contradictions économiques et sociales.

On peut distinguer à mon avis douze

formes de formation continue dans les Universités ; les voici :

- journées universitaires,
- études de contact,
- études post-universitaires,
- cours pour non-bacheliers,
- unités de valeur,
- auditeur libre,
- examens extérieurs,
- cours du soir,
- études par correspondance et médias,
- offres spéciales,

- universités du troisième âge,
- formation continue pour les non-enseignants de l'université,

Comme institutions responsables, on peut en discerner trois :

- l'État,
- les Facultés et (U.E.R.)
- les Centres et Instituts particuliers,

Le niveau de la F.C. varie entre pré-universitaire et post-universitaire.

Finalement, on peut distinguer la F.C. qui développe une pédagogie particulière et la F.C. qui ne reproduit que ce qui est enseigné normalement.

Voici deux tableaux qui résument les caractéristiques les plus importantes :

tance de ces actions. Ce que nous allons voir de près maintenant.

La F.C. dans les Universités au Danemark

Dans tous les pays nordiques, aussi bien en

du mouvement contestataire des étudiants des années 60. L'exemple le plus connu est celui de l'Université de Roskilde près de Copenhague, qui a créé des curricula tout à fait différents, plus près de la pratique, plus ouverts à l'environnement. Ce modèle n'est pas suivi sur le plan national, il est même en

Tableau I

Formes de F.C.U.	État	Responsables :		Niveau :		Pédagogie :	
		Facultés	Centres	préuniv.	univ.	tradit.	spéciale
Journées universitaires		×		×	×		×
Études de contact		×	×		×		×
Études post-universitaires		×	×		×		×
Cours p. non bacheliers			×	×			×
Unités de valeur		×			×	×	
Auditeur libre		×			×	×	
Examens extérieurs		×			×	×	
Cours du soir		×			×	×	
Études par correspondance	×		×	×	×		×
Offres spéciales		×	×	×	×		×
Université 3 ^e âge			×	×			×
F. C. p. non enseignants			×	×			×

On voit facilement que les Facultés et U.E.R. d'une part et les nouveaux centres de F.C./E.P. sont les responsables avec une même importance ; le niveau est partagé entre préuniversitaire et universitaire. Une légère dominance d'une pédagogie adaptée aux besoins de la F.C. indique la transformation partielle au moins de l'Université traditionnelle.

Le deuxième tableau résume la distribution suivant les pays (avec quelques uns en plus pour la comparaison). Malheureusement, il me manque des informations sur l'Irlande, mais très probablement, la situation ne devrait pas être très différente de celle de la Grande-Bretagne étant donnée la similitude de leurs systèmes d'éducation.

Allemagne qu'en Autriche, on trouve une longue tradition d'« Universités populaires » (Volkshochschulen). Celles-ci, avec un système de formation professionnelle très développé, ont épargné aux Universités de se substituer aux défaillances d'un système d'éducation (comme dans les pays latins) qui a négligé autant la F.C. que la formation professionnelle. Mais, un tel système de formation n'est pas un produit du hasard, au contraire : c'est le mouvement ouvrier qui a créé les premiers cercles d'études, qui furent récupérés en partie par les bourgeoisies locales. De plus, une bonne formation professionnelle a toujours été une revendication syndicale, car les syndicats sont, toujours (jusqu'à aujourd'hui), des syndicats d'ouvriers professionnels. Ces réussites relatives,

danger. Mais, en même temps, on peut constater un mouvement de régionalisation du système d'éducation, qui fait que les Universités deviennent les centres régionaux d'un système intégré de formation, incluant la F.C. On se trouve actuellement en plein changement. La situation est caractérisée par un niveau de vie le plus élevé de la C.E.E., une crise financière de l'État, un nombre de chômeurs très élevé et un mouvement de jeunes et d'ouvriers très revendicatif, au milieu d'une crise économique mondiale qui n'épargne pas ce petit pays.

La F.C. dans les Universités en R.F.A.

Une bonne partie de ce qui a été dit sur le Danemark est valable pour la R.F.A.

Tableau II

Formes de F.C.	Nations											
	Belgique	Danemark	RFA	France	GB	Italie	P.-B.	Norvège	Suède	Suisse	Aut.	Youg
Journée universitaires			×	×	×	×			×		×	
Études de contact	×	×	×	×	×	×	×		×	×	×	
Études post-universitaires	×	×	×	×	×	×	×		×	×	×	
Cours p. non bacheliers			×	×					×			
Unités de valeur			×									
Auditeur libre		×	×	×	×	×			×	×	×	
Examens extérieurs							×					
Cours du soir				×		×	×		×			×
Études p. correspondance		×	×	(×)	×		prévu		×	essai		
Offres spéciales			×	×		×			×			
Univer. 3 ^e âge	×			×					×			
FC p. non enseignants			×	×					×			

Il apparaît que la France et la RFA ont l'éventail d'offres le plus large au niveau de la formation continue universitaire. Mais ce tableau ne nous renseigne pas sur l'impor-

qui s'expriment finalement aussi dans un certain niveau de vie, sont le résultat d'un très haut degré d'organisation. L'ouverture des Universités est donc, plutôt, un produit

Commençons par la situation actuelle. Les 85 Universités et autres institutions de niveau universitaire totalisent près de 800 000 étudiants, les IUT 200 000. On note

ainsi un accroissement de plus de 100 % depuis 10 ans ; et ce chiffre dépasse de 25 % les capacités d'accueil. On pense que cette situation ne devrait changer qu'après 1990. On trouve, en 1978, 16 Universités qui ont des centres de contact pour la F.C., quelques-uns sont à l'essai. Seuls, deux centres sont nés de la situation d'après guerre (Göttingen, Université Libre de Berlin), avec une tradition d'éducation politique. On trouve, d'autre part, deux institutions des années 50 qui font de la F.C. presque commerciale et qui se financent eux-mêmes. Ce sont les Académies techniques des Universités techniques de Stuttgart et d'Aix-la-Chapelle, ayant des chiffres d'affaires voisins de 5 millions de DM en 1977. Tous les autres sont des créations d'après 68 avec, en général, 2 responsables pédagogiques et une secrétaire. La moyenne des heures enseignées (variant entre 1 400 et 8 000) est d'environ 3 500 h annuelles, le nombre de participants se situe entre 859 et 17 000 (la moyenne est de 4 000). L'enseignement normal est de 40 h, soit bloqués dans une semaine, soit 20 x 2 h pendant un semestre, une fois par semaine. La particularité de tout cet enseignement est qu'il est dispensé (à part les quatre cas nommés plus haut) par d'autres institutions que les Universités comme les Universités populaires, les centres universitaires n'établissant que des contacts entre les enseignants et les organisateurs. Jusqu'à maintenant, on trouve une forte concentration de ces centres en Allemagne du Nord, où le « congé d'éducation » est introduit légalement par les gouvernements sociaux démocrates ; l'éducation étant une affaire régionale. Depuis 1973, la RFA a aussi une Université par correspondance avec maintenant près de 20 000 étudiants. Le règlement d'inscription pour les étudiants de plein droit est le même que dans les autres Universités afin de garantir l'équivalence.

Point d'ouverture pour les couches déshéritées. En 1967, des étudiants et enseignants de l'Université libre de Berlin ont créé l'« Université critique » pour s'ouvrir vers des problèmes actuels et d'autres couches de la population. Cette initiative n'a pas eu de suite, car aussi bien le mouvement ouvrier allemand que l'Université traditionnelle ont repoussé cette initiative. Une partie de cette initiative a été reprise dans les nouvelles Universités qui ont pu, quelques années plus tard, nouer des contacts avec les syndicats et même conclure des accords de coopération. Les syndicats ayant compris qu'ils ne pouvaient pas fournir l'enseignement eux-mêmes ont alors préféré s'arranger avec des universitaires syndicalistes plutôt que de laisser le champ libre à une formation continue privée (mais une méfiance envers les Universités persiste).

Lorsque le congé d'éducation est reconnu (en général 10 jours par an), seulement 1 % des ayants droit l'utilise, ce qui peut être expliqué par la crise actuelle et par l'opposition du patronat.

La loi cadre fédérale, de 1976, pour les Hautes Écoles, proclame que la formation continue est l'une des tâches de ces écoles, mais la réalisation dépend des lois des Länder. Avec les sous-capacités actuelles,

ces décisions resteront lettre morte jusqu'aux années 90. La Rhénanie-Westphalie (la région la plus peuplée) est la première à permettre aux enseignants de choisir entre l'enseignement en F.C. ou l'enseignement classique, mais seulement en cas de surnombre en enseignement classique. Les possibilités, en RFA, pour une F.C. universitaire plus importante sont données, mais ne sont pas à l'ordre du jour.

La F.C. dans les Universités du Benelux

Le Luxembourg n'ayant pas d'Université (à part une Université d'été) le problème ne se pose pas.

Aussi bien aux Pays-Bas qu'en Belgique, on ne parle pratiquement pas de ce problème. Il est vrai qu'une Université ouverte, suivant le modèle britannique, est à l'étude aux Pays-Bas, mais, à part cela, on trouve seulement quelques résidus traditionnels d'ouverture.

Il existe surtout dans les études sociales et juridiques, la possibilité de suivre des cours du soir et de passer des examens sans être inscrit comme étudiant et, depuis 1975, le « post-academisch-onderwijs » (études post-universitaires) est réglé. Mais une Université comme celle de Rotterdam avec plus de 7 000 étudiants n'offre que 6 cours de 5 jours chacun. Le problème actuel dominant est le « numerus clausus ». Depuis 1967, le nombre des étudiants s'est accru de 20 % sans un seul poste supplémentaire d'enseignant.

En Belgique, par exemple à l'Université Libre de Bruxelles, on trouve diverses offres comme la Faculté ouverte, l'Université du troisième âge, la « passerelle », le recyclage, les examens spéciaux d'entrée et les « crédits heures ». La Faculté ouverte offre, pour n'importe qui, des cours en écologie, sciences politiques, sciences de documentation et d'information, construction civile. Ce programme existe depuis 1974. En 1978, 150 personnes y participèrent soit sur des « crédits heures », soit en recyclage. Le système de « crédits heures » est une construction originale du congé d'éducation, très près du modèle des unités capitalisables de Bertrand Schwartz (4). L'Université du 3^e âge est décrite comme un « grand club » avec quelques 300 participants. La « passerelle » est constituée par des cours destinés aux étudiants des écoles techniques qui veulent faire des études en chimie, sciences techniques, etc.

Un mot sur le recyclage : il s'agit de cours de perfectionnement, surtout en « management » ou en médecine. Ces cours sont organisés avec les fédérations professionnelles et ont réuni récemment plus de 2 000 personnes.

L'U.L.B. a disposé, en 1978, d'un budget de 1 mill. F.B. ; c'est modeste. Jusqu'à maintenant, on n'a pas encore envisagé d'initiative plus importantes, mais elles sont à prévoir puisqu'il y a, aujourd'hui, des surnombres et des initiatives des syndicats, qui amèneront bientôt des changements.

Je signale, enfin, une initiative originale d'une Université du travail, à Charleroi, créée par des universitaires et des syndicats

et qui ressemble à celle qu'animait Georges Friedman, dans les années 30, à Paris.

La F.C. dans les Universités en Grande-Bretagne

Comme je l'ai déjà indiqué plus haut, c'est la G.-B. qui possède le plus vieux programme de F.C. universitaire. Actuellement, des initiatives diverses s'y développent.

Le premier projet connu est celui de W. Sewell d'Oxford, en 1850, mais qui a été repoussé par le vice-chancelier de son collège avec l'argument que la « tâche de l'Université est de former les couches les plus éduquées et non pas de consoler ceux qui sont exclus de l'éducation ».

C'est donc seulement en 1873 que le premier centre était créé à Cambridge, suivi de Londres (1876) et d'Oxford (1878). Bien que créé pour des ouvriers des centres industriels du Nord par des professeurs itinérants, c'était surtout les classes moyennes et les femmes qui en profitaient. C'est un problème auquel se sont confrontés ces institutions dans tous les pays.

Avec la création de la « Workers Educational Association » (WEA) en 1903 (deux ans après la création du Labour Party), la F.C. universitaire en G.-B. a connu une nouvelle expansion. Pendant des dizaines d'années, la F.C.U. fut marquée par une coopération étroite avec la WEA. La formation générale dominait, mais à la place de cours isolés venaient des « tutorials classes ». En 1914, 3 345 étudiants suivaient pendant 3 ans, tous les 14 jours, des séminaires plutôt que des cours magistraux.

En 1919, dans un rapport de la commission de F.C., il était recommandé à chaque Université de créer un département extra-muros.

C'est après la 2^e guerre mondiale qu'apparaît la plus forte évolution. Aujourd'hui, on compte 340 responsables dans les 38 Universités et 10 000 enseignants. 200 000 personnes participent annuellement aux cours, dont deux tiers en formation générale. Les types de formation sont les suivants : « tutorial classes », cours bloqués avec 20-24 réunions, « short courses » avec 6-10 réunions, séminaires journaliers, séminaires d'un week-end, écoles d'été et conférences. A peu près un quart des participants aboutissent à des certificats. On constate une tendance croissante dans cette direction. Quelques Universités organisent une formation complète en deux ans, comme par exemple Manchester avec un groupe de 6 personnes pour la formation d'assistants sociaux. Mais, on trouve à côté des cours de « management », des séminaires spéciaux pour des « shop-stewards » en coopération avec les syndicats, aussi bien que des cours pour les professions libérales en coopération avec leurs fédérations. La WEA reste le partenaire privilégié de la F.C.U., aussi sa part dans la coopération est de 20 %. Elle-même a maintenant plus de 100 responsables à plein temps. Elle se concentre sur la F.C. des ouvriers et des groupes non-privilégiés.

La plus grande institution en F.C. sont les « Local Education Authorities » (LEA) créés en 1944, et, ayant à l'heure actuelle

1 000 responsables à plein temps et 80 000 enseignants pour 2 millions de participants. Leur activité est concentrée sur la formation générale. Il y a une coopération limitée avec les Universités. « The open University », fondée en 1969, est probablement l'exemple de F.C.U. le plus connu à l'extérieur. Elle avait, en 1978, 45 000 étudiants réguliers et 13 000 étudiants de contact (post-expérience students). Dans la plupart des cas, ce sont des étudiants en formation initiale. La durée moyenne, pour un diplôme de base, est de 6 ans; le nombre de « drop-outs » est de 50 % (semblable au C.N.A.M.).

En 1973, le rapport Russel a recommandé de doubler le pourcentage de la somme budgétaire accordée à la formation continue dans le budget national d'éducation (de 1 à 2 %) et quelques autres changements pour donner plus de priorité à la F.C. Avec la crise actuelle, rien n'a été fait. D'autre part en G.-B., on discute des surcapacités universitaires des années 80 et 90. Gordon Oakes, un des ministres responsables, parlait de 50 % d'adultes à la fin des années 80 dans les Universités. L'« University Council on Adult Education » (UCAE) a soutenu ces propositions (5).

Pour l'avenir on peut donc attendre des changements plus profonds au sein des Universités par la F.C. qui restait, encore jusqu'à présent, pour des raisons diverses, assez marginale.

La F.C. dans les universités de France

Je crois que la situation en France est, ici, mieux connue. Je peux alors me concentrer sur les développements les plus importants pour une comparaison et une tendance globale.

Le C.N.A.M. est la plus vieille institution de F.C. dans le monde et la plus grande de France. Plusieurs Universités ont participé à son élargissement et à sa régionalisation. L'histoire de la F.C. universitaire est plus récente. J'ai déjà parlé de l'initiative de G. Friedman dans les années 30. Mais, c'est seulement dans les années 50 que cette initiative a pris plus d'essor. C'était à Lille et surtout à Nancy, où le nom de Bertrand Schwartz est très connu. Une institutionnalisation de la F.C.U. a été réalisée, après 68, après les accords de 70 et la loi de 71. Un des plus ambitieux programmes de la F.C. était conçu. Les Universités s'y sont intégrées comme nulle part ailleurs. Le 1 % de la masse salariale créait un marché de F.C. Initialement, il était prévu de relever ce taux à 2 %. Les dépenses réelles oscillent depuis quelques années autour de 1,6 %. Les centres universitaires de F.C. se trouvent en concurrence acharnée avec le privé, les autres établissements publics (le secondaire par exemple) et eux-mêmes.

III. Quelques remarques sur la situation pour la chimie

L'industrie chimique est l'une des industries ayant un fort taux d'expansion, en général, avec le plus haut degré de capitaux investis et d'automatisation. Elle est dominée dans tous les pays par quelques grands trusts. J'y inclus aussi la pharmacie comme une branche particulière.

La taille des centres universitaires de F.C. varie énormément : entre 3 et plus de 40 responsables, entre 50 000 F. et plusieurs millions de F. D'après ma propre estimation, il y a en France, actuellement, dans la F.C.U. environ mille personnes à plein temps et quelques 20 000 enseignants intervenant en heures supplémentaires. La caractéristique est que cette F.C.U. est financée dans sa plus grande partie par elle-même. Avec ces chiffres, elle possède la F.C.U. institutionnalisée la plus importante de la C.E.E. et probablement, si on compare les populations, la plus importante avec la Suède. N'ayant pas une Université ouverte comme la Grande-Bretagne, elle a avec Paris-Vincennes une institution de F.C.U. assez originale.

L'évolution future n'est pas claire. Dans le VII^e plan, il était prévu qu'en 1980, 30 % des effectifs universitaires seraient utilisés pour la F.C. il est probable que cela ne sera pas réalisé. Quelques Universités, comme l'Université de Provence, dépassaient déjà les 20 % en 1978, d'autres en sont loin. Par le financement des entreprises, la F.C.U. est surtout une formation professionnelle spécialisée. Quelques universités essaient d'y introduire une certaine formation générale. La participation des syndicats (soit par commissions tripartites ou dans les entreprises) reste marginale. Depuis la crise de 1973/74, il y a eu un fort pourcentage de programmes gouvernementaux pour les jeunes, les femmes, les étrangers et les demandeurs d'emplois. La F.C.U. a donc, à côté de la fonction de régulation du marché de l'emploi, une fonction de « management » de crises sociales.

Les Universités françaises sont avec les difficultés actuelles de l'économie et du marché du travail dans une situation délicate, comme la plupart des Universités britanniques et américaines. Par une hiérarchie très nette entre Grandes Écoles et le reste, elles ont déjà aujourd'hui des surcapacités. L'avenir sera déterminé par l'évolution politique.

La F.C. dans les Universités en Italie

Les Universités italiennes ont été probablement plus touchées par les événements de 68/69 sur le plan politique et syndical que les Universités françaises par 1968. L'un des résultats a été l'ouverture complète des Universités à tout le monde, l'équivalent d'un baccalauréat n'étant pas nécessaire. Cette ouverture était le résultat de plusieurs pressions : le chômage des jeunes (c'est la façon la moins chère pour régler ce problème pour un certain temps et immédiatement), la demande des jeunes, des syndicats, des ouvriers pour une formation, une

deuxième chance et de l'intérieur de l'Université, l'action de ceux qui voulaient ouvrir le ghetto et faire une science plus adaptée aux besoins et à la réalité.

En dix ans, le nombre des étudiants est monté, par exemple à l'Université d'État de Milan de 14 336 à 62 187 en 1976/77 (= + 333,8 % !).

Le nombre des enseignants, des autres personnels et des bâtiments ne s'est élevé que de 24 % dans la même période ! Toute l'Université se transformait en un grand centre de F.C., mais dans le plus grand chaos !. En Suède, la même mesure n'a pas eu les mêmes effets chaotiques, parce qu'elle était préparée de longue date (mais le marché du travail ne suivait pas non plus). En même temps, le succès des syndicats pour un congé d'éducation de 150 heures ne laissait pas beaucoup d'universitaires indifférents. Ils offrent des cours sur l'économie, la médecine du travail, les lettres, les sciences, l'informatique, etc. Chaque cours est subventionné par 2 ou 3 mill. de Lires par la région. A part cela, on trouve traditionnellement des cours de perfectionnement pour médecins, instituteurs, professeurs, ingénieurs, etc.

A Pavia, on a essayé de réaliser, après les élections communales de 1976, une intégration de l'Université dans l'ensemble de la vie sociale et culturelle (6). Pendant ma visite, début 1978, je n'ai presque rien retrouvé de cette initiative. Les curricula et le choix des participants aux cours de 150 heures sont définis librement par les Universités. Grâce à cela, quelques travaux de recherches remarquables ont été réalisés, avec l'aide des salariés, sur la santé, le développement technologique, économique des régions, etc. (7).

Au fond, cette grande transformation quantitative n'a pas changé la plupart des contenus, ni la pédagogie de l'enseignement universitaire. Une vraie formation continue universitaire reste à faire en Italie.

Premier résumé

Nous trouvons des différences assez marquées, en ce qui concerne la F.C.U., dans les états de la C.E.E. On pourrait approximativement constater que dans les pays où il y a :

- un système de formation professionnelle peu développé,
 - des contradictions sociales plus aiguës,
 - la crise économique plus sévère,
 - le chômage le plus élevé,
- on trouve aussi la F.C.U. la plus développée. Évidemment, ce n'est pas une corrélation de 100 %, mais il me semble valable pour expliquer les différences entre la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, la R.F.A., le Benelux et le Danemark.

industries comparables. En R.F.A., il faut y ajouter la nécessité de présenter un doctorat car le diplôme n'a aucune valeur sur le marché du travail. Il y a donc une très forte concurrence pour les places dans les laboratoires. Souvent, de jeunes diplômés ont travaillé pendant des années, de 70 à

80 heures par semaine pour le salaire d'un seizième de poste, soit 200 DM par mois. Leurs résultats sont souvent directement exploités par les grandes entreprises avec lesquelles les professeurs ont des contacts directs, soit par des accords, soit parce qu'ils y ont travaillé avant. C'est pour les étudiants assez avantageux, car ils ont un poste assuré. Les désavantages sont qu'une fois la créativité et les ressources exploitées, les employés scientifiques sont abandonnés, au plus tard à 40 ans, pour l'enseignement, le public, s'ils n'ont pas réussi à entrer dans le secteur commercial. Ceci étant seulement possible pour quelques-uns. Dans ce dernier cas, se fait sentir un manque de la formation initiale en économie. Mais, les grandes entreprises (et en R.F.A., avec Hoechst, BASF et Bayer nous avons les plus grandes) ont leur propre système de F.C. Ouvert aux plus dynamiques : après une sélection sévère on est choisi ou pas.

IV. Résumé final

La F.C.U. se trouve dans un triangle d'intérêt ou elle doit trouver sa place dans l'avenir : l'État — les entreprises — les syndicats et leurs membres.

L'État moderne a la fonction de régler les crises économiques, politiques et sociales, si possible préventivement. Dans ce but, il doit développer des techniques d'intégration sociales pour les contestataires qui se trouvent dans les milieux défavorisés.

Une répression policière est, à longue vue, peu efficace et très coûteuse. C'est dans ce contexte qu'on peut interpréter la fonctionnalisation des Universités pour une F.C. d'intégration sociale. Et en même temps, on doit soutenir les Universités et leur donner de nouvelles tâches, car celles-ci ont absorbé bon nombre des descendants des classes petites-bourgeoises comme enseignants, etc. pendant le processus de concentration économique des années 50 et 60.

Dans cette politique, il n'y a aucune différence fondamentale entre les gouvernements divers de la C.E.E. (qu'ils soient conservateurs, labour...)

Les entreprises essaient de fonctionnaliser l'enseignement public pour leurs intérêts afin de minimiser leurs coûts : ainsi une partie de la F.C. peut être réalisée à moindre frais. En même temps, on essaye par le truchement du financement, à prendre de l'influence sur l'institution elle-même. Les syndicats sont encore méfiants envers les Universités (pour la plupart bourgeois-

Au début des années 70, avec la tendance croissante de rationalisation aussi bien dans la recherche (le laboratoire électronique) que dans la production, il y a eu pendant plusieurs années (avant la crise de 74 !) un arrêt complet d'embauche pour les chimistes en R.F.A. Et ce, pendant que des chiffres d'affaires et de profit record étaient réalisés. (La situation formidable de la chimie allemande est certainement bien connue.)

Durant cette période, on constate aussi l'exportation de capitaux énormes de ces trusts et même l'achat complet d'entreprises, aux États-Unis. (Bayer est devenu, ainsi, le deuxième producteur en chimie des États-Unis). On constate également une baisse globale et nationale des effectifs qui touche aussi les employés et les scientifiques. Il est donc évident qu'une croissance économique n'est pas jumelée avec une croissance des effectifs et avec la qualité des travailleurs.

ses), mais ils ne peuvent pas, par leurs propres moyens, réaliser un programme de F.C. pour tous leurs membres, ni pour tous les travailleurs. Une société vraiment démocratique demande des citoyens compétents, conscients, pour ne pas voter tous les quatre, cinq ou sept ans pour un monarque temporaire, et demande que tous les membres de la société règlent directement leurs affaires eux-mêmes, sur tous les plans. Pour cela, il faut la compétence technologique et économique, ainsi que la conscience politique ce qui demande beaucoup de temps, comme l'autogestion modeste des universités le montre déjà suffisamment. Les syndicalistes italiens ont demandé, dans l'automne chaud de 69, 4 heures de travail et 4 heures de qualification par jour (9).

Le groupe ADRET a montré, dans sa publication « Travailleur deux heures par jour » (10), qu'avec le niveau de vie actuel, il suffit de travailler 2 heures par jour pour chacun, si on supprime les dégâts, l'obsolescence, les travaux superflus. Je suis complètement d'accord, mais en regardant l'intensité de beaucoup de travaux (à la chaîne, etc...) et la nécessité d'une rotation extensive des tâches (pourvu que les travaux les plus pénibles soient répartis équitablement) une durée de 4 heures par jour me semble plus adaptée. Les 4 heures restantes devraient comprendre le temps de la F.C., le temps pour s'informer suffisamment, pour régler ses propres affaires en ce qui concerne le

Au contraire, la polarisation des qualifications se retrouve à tous les niveaux (et pas seulement entre travail manuel et intellectuel).

Bon nombre de qualifications et de compétences intellectuelles sont maintenant intégrées dans la machine, dans l'ordinateur. Quel rôle peut jouer une F.C.U. dans ce contexte, s'il est valable aussi bien pour la France ?

En général, on est plus près de l'évolution scientifique, en ce qui concerne le travail, dans l'entreprise que dans les Universités. Le rôle devait donc se concentrer (à mon avis) sur la formation générale : pour devenir plus indépendant de son employeur, avoir des contacts collégiaux, pour échanger des informations et des expériences. Je suis convaincu que dans ce domaine la F.C.U. a un grand devoir et de grandes possibilités.

travail, la politique, etc... et le temps pour la cogestion et l'autogestion.

Sans F.C. pas de vraie démocratie, parce que seulement les membres de la société suffisamment formés, informés, peuvent participer à la gestion sur tous les niveaux. Mais, évidemment, une telle conception de la démocratie dans la réalité demande des changements profonds dans toutes les sociétés (même celles du socialisme réel). Et ces changements ne vont pas venir du haut, par les politiciens ; cela ne changera que les élites. Ces changements doivent venir de la base, de la grande majorité des peuples, ils doivent commencer avec des problèmes réels, concrets du travail, du logement, de la formation (11).

La F.C.U. peut, déjà aujourd'hui (je l'espère et on trouve quelques exemples), donner un forum, un cadre pour de telles discussions et délibérations (12).

1984 n'est plus très loin et il est à craindre, si nous ne prenons pas immédiatement des initiatives, que nous soyons confrontés aux plus graves crises économiques et mondiales (dont la crise de l'énergie n'est pas l'une des expressions) avec des millions de chômeurs dans chaque nation et une misère encore plus nuancée que dans le tiers-monde.

Le beau projet « Europe 2000 » de Bertrand Schwartz et de ses amis d'une Europe démocratique, sociale et paisible est loin d'être assurée.

Bibliographie

- (1) H. Braverman, *Labour and Monopoly Capital*, New York, 1973.
- (2) M. Cooley, *CAD*, London 1975.
- (3) Pour plus de détails : *Universität und Erwachsenenbildung in Europa*, Braunschweig 1978 (une traduction en anglais est préparée au Canada) avec ma contribution sur la France.
- (4) B. Schwartz, *L'éducation demain*, Paris, 1973.
- (5) B. Jones, « Grossbritannien », in : W. Krüger (ed.), *Universität und Erwachse-*

nenbildung in Europa, Braunschweig 1978, p. 129 ; voir cet article pour plus de détails et la bibliographie.

- (6) N° spécial du « *Nouvel Observateur* » et « *Faire* », « *Vivre à Gauche* », nov. 1977.
- (7) E. Weick (éd.), *Arbeiten und Lernen*. *Beitrag zum italienischen Modell des Bildungsurlaubs*, Berlin 1976.
- (8) Je me base ici surtout sur mes expériences en R.F.A.
- (9) Cf. ma contribution « *Régionalisation et autogestion*, le cas de la R.F.A. », in :

Autogestion et socialisme, n° 45, mai 1979.

- (10) Pour une description plus complète avec une bibliographie importante, une liste d'adresses et de journaux, G. Williams : *Vers l'éducation permanente*. Un nouveau rôle pour les établissements d'enseignement supérieur, Unesco, 1978.
- (11) A. Lettieri : *L'usine et l'école*, in A. Gorz (éd.), *Critique de la division du travail*, Seuil 1973, (p. 61).
- (12) Seuil 1977.